

COLLINS, Susan M. and RODRIK, Dani. *Eastern Europe and the Soviet Union in the World Economy*. Washington, D.C., Institute for International Economies, 1991, 172 p.

WILLIAMSON, John. *The Economic Opening of Eastern Europe*. Washington, D.C., Institute for International Economies, 1991, 110 p.

Roger Dehem

Volume 23, numéro 1, 1992

L'effacement de la confrontation est-ouest et la remise en cause des alliances

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702996ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702996ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dehem, R. (1992). Compte rendu de [COLLINS, Susan M. and RODRIK, Dani. *Eastern Europe and the Soviet Union in the World Economy*. Washington, D.C., Institute for International Economies, 1991, 172 p. / WILLIAMSON, John. *The Economic Opening of Eastern Europe*. Washington, D.C., Institute for International Economies, 1991, 110 p.] *Études internationales*, 23(1), 229-231. <https://doi.org/10.7202/702996ar>

litiques. Les partis communistes ont laissé des pays endettés, une économie essouffée, des infrastructures désuètes et des sociétés appauvries. Au centre de la politique de la transformation économique (chapitre 4) se trouve l'épineuse question de la privatisation. Dépourvus des capitaux, influencés par les effets de l'effondrement du marché soviétique, tributaires des investissements occidentaux, l'épreuve principale de ces pays consiste en la transformation de leur économie.

Il s'agit d'un essai utile pour les étudiants et personnes intéressés aux changements accélérés survenus en Europe centrale et orientale dont certains faits et considérations sont dépassés par le temps.

Paul PILISI

*Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi*

COLLINS, Susan M. and RODRIK, Dani. *Eastern Europe and the Soviet Union in the World Economy*. Washington, D.C., Institute for International Economics, 1991, 172 p.

WILLIAMSON, John. *The Economic Opening of Eastern Europe*. Washington, D.C., Institute for International Economics, 1991, 110 p.

Les transformations radicales en cours en Europe orientale et dans l'ex-URSS sont d'une grande complexité, puisqu'elles embrassent à la fois l'organisation économique, les constitutions politiques et les structures socia-

les. Déclenchée, il y a cinq ans à peine, par la perestroïka, la révolution a pris une ampleur et des ramifications que personne n'aurait pu soupçonner.

Les deux ouvrages ici recensés émanent d'une institution respectable: l'Institute for International Economics, fondé par le German Marshall Fund. Parmi les nombreuses études parues depuis quelque temps sur le sujet, ces deux livres sont le fruit de l'expertise particulière de leurs auteurs appliquée à l'ensemble complexe de problèmes que posent les évolutions en cours.

Faisant abstraction des dimensions politiques et institutionnelles, Susan Collins et Dani Rodrik concentrent leur analyse sur les effets de la transformation des pays en question sur les flux du commerce international et du marché des capitaux, ainsi que sur leur incidence sur les différentes parties du monde. Ces conséquences, dont on avait déjà une intuition vague, sont ici formulées avec une nouvelle rigueur. Celle-ci paraît d'ailleurs exagérée, si l'on a conscience des incertitudes propres à des phénomènes sans précédent. L'analyse économétrique devant forcément faire appel à des hypothèses hasardeuses, les résultats, tout en étant plausibles, sont sujets à être remis en cause par des événements fortuits, telle la guerre yougoslave, ou par un enlisement des réformes pour des raisons politiques.

La projection des flux futurs du commerce consécutivement aux réformes est basée sur des hypothèses optimistes relativement au progrès des réformes. Les auteurs se basent, en outre, sur les caractéristiques commerciales de pays occidentaux sup-

posés similaires, ainsi que sur les courants commerciaux d'avant-guerre, pour prédire que les exportations totales de la région vers la CEE, les É.-U. et le Japon augmenteraient jusqu'à représenter 40 à 62 % des exportations totales de l'Europe orientale. Alors que les anciens satellites réduiront leur commerce avec l'ex-URSS, leur pénétration sur les marchés occidentaux, surtout la CEE, suscitera des résistances protectionnistes et se fera en partie aux dépens d'importations du tiers-monde. L'analyse apporte beaucoup de précisions numériques. Bien que plausibles, elles demeurent sujettes à caution, dans la mesure où elles reposent sur l'hypothèse optimiste de réussite de la transformation.

L'analyse des incidences des transferts de capitaux vers les pays en cause est plus simple, et sa pertinence est déjà apparente sur les marchés. Parmi les nombreuses évaluations hypothétiques des transferts et de leurs effets, celui de 55 milliards de dollars comme montant net annuel est considéré comme représentatif. Son incidence sur les taux d'intérêt mondiaux serait de 1,76 %. De cette somme, quelque 25 milliards proviendraient de réductions de transferts vers les pays dits sous-développés. Ces changements bénéficieraient aux pays créanciers (Allemagne, Japon, Royaume-Uni, principalement), et seraient au détriment des pays pauvres, principalement des plus endettés. L'investissement occidental en Europe orientale profiterait davantage aux pays producteurs d'équipements, tels l'Allemagne et le Japon. L'effet global sur les États-Unis serait plutôt négatif, ce qui se traduirait notamment par une dépréciation du dollar par rapport aux devises européennes.

Les auteurs suggèrent que le poids économique et politique accru de l'Allemagne dans la nouvelle Europe induirait un relâchement de la solidarité allemande dans le projet d'unification européenne et même dans la solidarité atlantique (p. 122).

Comme spécialiste réputé des questions monétaires internationales, John Williamson nous propose une analyse fort savante, mais aussi fort occidentale, des régimes de change pour les pays de l'Est. La question centrale est celle de la convertibilité : ses notions multiples, ses conditions préalables, sa stratégie temporelle, la possibilité d'une union de paiements, la politique des changes, un régime éventuel de changes multiples, voire l'intégration éventuelle dans l'union monétaire européenne. Ces élucubrations savantes apparaissent, de prime abord, plutôt distantes de réalités encore confuses. Elles constituent néanmoins un bel exercice intellectuel. Plus utile, dans le contexte actuel, est la description synthétique de la situation de chacun des pays en cause au printemps dernier.

L'étude de Williamson est non seulement techniquement savante, elle est aussi inspirée de sagesse et de réalisme. Sa conclusion principale est que la convertibilité ne devrait pas précéder la transformation fondamentale en économie de marché. Elle requerra des réserves adéquates de devises et surtout la mise en œuvre de politiques macroéconomiques orthodoxes (p. 27). En attendant, la conclusion d'accords bilatéraux serait plus appropriée (p. 35).

La grande révolution à l'Est demeure difficile à appréhender et à apprécier, à guider et à assister, tant

que les économistes n'auront pas réussi à situer les épisodes transitoires, toujours déroutants, dans une dialectique plus large, qui rende mieux compte des interactions entre les variables économiques et les paramètres politiques. Ceci n'empêche pas les deux ouvrages ici recensés d'être des contributions excellentes et utiles à nos efforts de compréhension d'un monde nouveau.

Roger DEHEM

*Département d'économie
Université Laval, Québec*

LOGÉ, Yves. *U.R.S.S. : le défi technologique. La révolution inachevée*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. «Politique d'aujourd'hui», 1991, 336 p.

Par défi technologique, l'auteur vise plus précisément le défi informatique qui, pour lui, commande et détermine le développement de la vie économique, et se répercute dans toutes les sphères de la société moderne. Il nous propose d'examiner la situation soviétique à partir de deux thèmes. L'un rétrospectif : a-t-on en URSS, «mis la science et la technique au service de plus larges groupes sociaux» comme le prévoyait Lénine ? L'autre prospectif : Comment peut réagir l'équipe en place en butte aux sollicitations d'une technologie galopante ? Quel est son degré de liberté face à une mutation technologique par essence universelle et apolitique ?

Partant de la constatation admise clairement par les dirigeants soviétiques aux XXVII^e (1986) et XXVIII^e (1990) Congrès du P.C.U.S., de l'échec du sys-

tème, l'auteur explique que l'Union soviétique est confrontée à un dilemme où s'affrontent d'une part la technologie qui débouche sur l'ouverture sur le monde et, d'autre part, l'idéologie qui exige la protection de l'espace local.

L'auteur commence par une analyse des discours des dirigeants soviétiques de Lénine à Gorbatchev, discours qui, sauf pour Staline, affirment fortement l'importance du développement et de la diffusion des nouvelles technologies. Puis, un chapitre entier est consacré à Staline à qui l'auteur impute le retard du virage informatique en URSS, — même si le développement informatique est postérieur à la période stalinienne, — parce que ce dernier a fait «du primat du politique sur l'économique, la loi d'airain de toute son action et de tous ses choix» comme l'a écrit Hélène Carrère-d'Encausse. L'effet du stalinisme s'est perpétué par la bureaucratie mise en place par lui qui continue, jusque sous Gorbatchev, à se montrer hostile à toute innovation pouvant menacer sa sécurité. De plus, la planification avec les obligations qu'elle impose, le culte de la production brute, le cloisonnement administratif, s'opposent à l'innovation technologique, sauf dans certains secteurs privilégiés tels le militaire, l'énergie nucléaire et l'espace.

Ces conditions ont permis de creuser un écart technologique entre l'Est et l'Ouest. L'auteur, dans un chapitre très technique, présente une foule de tableaux comparatifs de la situation de l'informatique entre les deux blocs en équipements, en logiciels et sur le plan des applications. Il retient le chiffre de 8 à 1 comme indice de l'écart de développement de l'informatique